

COMPRENDRE LA CRISE



I. Quelques données chiffrées

La crise qui frappe actuellement les pays capitalistes est profondément différente de la crise de 1929 et tout d'abord parce que sa première manifestation a été le développement de l'inflation.

● UNE INFLATION "A DEUX CHIFFRES"

Durant la décennie 1962-1972 la hausse des prix moyenne dans les 24 pays de l'O.C.D.E. qui sont tous des pays capitalistes développés (à l'exception de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de la Turquie) a été de 3,9 % par an. Un seul pays a connu une "inflation à deux chiffres" : l'Islande et 4 ont dépassé 6 % : Danemark, Portugal, Espagne, Turquie.

La situation change du tout au tout à partir de 1973. La hausse moyenne pour les 24 pays sera cette année là de 7,9 % (l'inflation a doublé) et en 1974 on atteint 14,2 %. Trois pays seulement restent en dessous du seuil des 10 % : l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse.

Malgré les mesures prises par les divers pays pour "juguler" l'inflation, la situation n'est que peu modifiée dans la période la plus récente ainsi que le montre le tableau suivant :

	France	Allemagne	G.B.	Italie	Pays-Bas	Belgique	Danemark	Irlande
1974	15,2 %	5,9 %	19,1%	24,5%	10,9 %	15,7 %	15,5 %	24,5 %
Juin 74	11,7 %	6,4 %	26,2%	19 %	10,1 %	12,5 %	10,6 %	20 %
juin 75								

La situation était totalement différente à la veille de la crise de 1929, on avait une stabilité des prix et la crise se traduisit par une certaine chute des prix.

● PRODUCTION INDUSTRIELLE EN BAISSSE

Alors que, mis à part quelques incidents de parcours, la production industrielle française s'accroissait, bon an, mal an, de 4 à 9 % au cours des années 60 et au début des années 70, on assiste depuis un an à une chute de cette production. Celle de juillet 75 est inférieure de 15 % à celle de juillet 74 et en ce domaine nous sommes revenus au niveau où nous étions il y a 3 ans : l'indice de mai 1975 est égal à celui de mai 1972.

Tous les secteurs ne sont pas également touchés. Certains se portent bien : armement, produits pharmaceutiques, matériel de télécommunication, matériel ferroviaire, nucléaire... Parmi les plus atteints, on peut citer la sidérurgie (chute de 33 % en un an), le papier-carton (- 24 %) le textile (- 16 %) la chimie (- 17 %)...

Aux U.S.A., la récession a débuté "officiellement" en novembre 73 et depuis cette date la production industrielle a baissé de 13,1 %. Notons toutefois qu'en juin et juillet 1975 on assiste à une légère remontée (0,5 %) d'un mois sur l'autre ce qui permet à certains conjoncturistes d'annoncer que la "reprise" est en marche.

En Allemagne, la production industrielle au premier semestre 75 a baissé de 9 % par rapport à la situation du premier semestre 74. La situation est sensiblement identique en Italie : 1er semestre 75 : - 12,5 % par rapport au 1er semestre 74.

Au Japon, la reprise qui s'était manifestée au début de l'année ne s'est pas poursuivie ; tandis qu'en Grande-Bretagne, la production industrielle est retombée à son niveau de 1970.

● L'AVENIR COMPROMIS

Dans la plupart des grands pays industriels, les investissements avaient fortement augmenté au cours des années 1972 et 1973 ; la situation s'est modifiée depuis compte tenu du fait que les machines tournent depuis de nombreux mois en dessous de leur capacité de production, les patrons ont réduit leurs programmes d'investissement. C'est un phénomène qui se déclenche dès 1974 et se continue en 1975 comme le montre le tableau suivant :

	<u>U.S.A.</u>	<u>JAPON</u>	<u>R.F.A.</u>	<u>G.B.</u>	<u>ITALIE</u>	<u>FRANCE</u>
1973 par rapport à 1972 →	+ 12,8 %	+ 19,2 %	+ 1,7 %	+ 8 %	+ 24,8 %	+ 8 %
1974 par rapport à 1973 →	- 0,3 %	- 10,4 %	- 9,5 %	- 2,6 %	+ 14,8 %	0
1975 par rapport à 1974 →	- 13 % (P)	- 2,5 % (P)	- 11,2 % (I.S.)	- 8 % (P)	- 12 % (P)	- 7,5 % (I.S.)

(P) = prévisions OCDE ; (I.S.) = résultats du 1er semestre.

● CHOMAGE CROISSANT

Diminution de la production industrielle et réduction des investissements retentissent évidemment sur l'emploi.

Dans l'ensemble de la C.E.E. en un an, le chômage a progressé de 56 % ; on est passé de 2,7 millions de chômeurs à 4,2 millions. Avec toutes les réserves concernant la validité des statistiques en matière de chômage et leur comparabilité(1) d'un pays à l'autre on avait en juin 1975 les pourcentages suivants par rapport à la population active :

Danemark	Irlande	Belgique	Italie	G.B.	Pays-Bas	France	Allemagne
10,3 %	8,5 %	6,2 %	5,7 %	5,4 %	4,6 %	4,4 %	4,4 %

(1) Voir nos études "Feu le plein emploi" in revue "A l'écoute du monde" avril 1975 et "La Montée du Chômage" in "Syndicalisme Universitaire" n° 653 3 juin 1975.

COMPRENDRE LA CRISE



I. Quelques données chiffrées

La crise qui frappe actuellement les pays capitalistes est profondément différente de la crise de 1929 et tout d'abord parce que sa première manifestation a été le développement de l'inflation.

● UNE INFLATION "A DEUX CHIFFRES"

Durant la décennie 1962-1972 la hausse des prix moyenne dans les 24 pays de l'O.C.D.E. qui sont tous des pays capitalistes développés (à l'exception de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de la Turquie) a été de 3,9 % par an. Un seul pays a connu une "inflation à deux chiffres" : Islande et 4 ont dépassé 6 % : Danemark, Portugal, Espagne, Turquie.

La situation change du tout au tout à partir de 1973. La hausse moyenne pour les 24 pays sera cette année là de 7,9 % (l'inflation a doublé) et en 1974 on atteint 14,2 %. Trois pays seulement restent en dessous du seuil des 10 % : l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse.

Malgré les mesures prises par les divers pays pour "juguler" l'inflation, la situation n'est que peu modifiée dans la période la plus récente ainsi que le montre le tableau suivant :

	France	Allemagne	G.B.	Italie	Pays-Bas	Belgique	Danemark	Irlande
1974	15,2 %	5,9 %	19,1%	24,5%	10,9 %	15,7 %	15,5 %	24,5 %
Juin 74	11,7 %	6,4 %	26,2%	19 %	10,1 %	12,5 %	10,6 %	20 %
juin 75								

La situation était totalement différente à la veille de la crise de 1929, on avait une stabilité des prix et la crise se traduisit par une certaine chute des prix.

● PRODUCTION INDUSTRIELLE EN BAISSSE

Alors que, mis à part quelques incidents de parcours, la production industrielle française s'accroissait, bon an, mal an, de 4 à 9 % au cours des années 60 et au début des années 70, on assiste depuis un an à une chute de cette production. Celle de juillet 75 est inférieure de 15 % à celle de juillet 74 et en ce domaine nous sommes revenus au niveau où nous étions il y a 3 ans : l'indice de mai 1975 est égal à celui de mai 1972.

Tous les secteurs ne sont pas également touchés. Certains se portent bien : armement, produits pharmaceutiques, matériel de télécommunication, matériel ferroviaire, nucléaire... Parmi les plus atteints, on peut citer la sidérurgie (chute de 33 % en un an), le papier-carton (- 24 %) le textile (- 16 %) la chimie (- 17 %)...

Aux U.S.A., la récession a débuté "officiellement" en novembre 73 et depuis cette date la production industrielle a baissé de 13,1 %. Notons toutefois qu'en juin et juillet 1975 on assiste à une légère remontée (0,5 %) d'un mois sur l'autre ce qui permet à certains conjoncturistes d'annoncer que la "reprise" est en marche.

En Allemagne, la production industrielle au premier semestre 75 a baissé de 9 % par rapport à la situation du premier semestre 74. La situation est sensiblement identique en Italie : 1er semestre 75 : - 12,5 % par rapport au 1er semestre 74.

Au Japon, la reprise qui s'était manifestée au début de l'année ne s'est pas poursuivie ; tandis qu'en Grande-Bretagne, la production industrielle est retombée à son niveau de 1970.

● L'AVENIR COMPROMIS

Dans la plupart des grands pays industriels, les investissements avaient fortement augmenté au cours des années 1972 et 1973 ; la situation s'est modifiée depuis compte tenu du fait que les machines tournent depuis de nombreux mois en dessous de leur capacité de production, les patrons ont réduit leurs programmes d'investissement. C'est un phénomène qui se déclenche dès 1974 et se continue en 1975 comme le montre le tableau suivant :

	<u>U.S.A.</u>	<u>JAPON</u>	<u>R.F.A.</u>	<u>G.B.</u>	<u>ITALIE</u>	<u>FRANCE</u>
1973 par rapport à 1972 →	+ 12,8 %	+ 19,2 %	+ 1,7 %	+ 8 %	+ 24,8 %	+ 8 %
1974 par rapport à 1973 →	- 0,3 %	- 10,4 %	- 9,5 %	- 2,6 %	+ 14,8 %	0
1975 par rapport à 1974 →	- 13 % (P)	- 2,5 % (P)	- 11,2 % (1S)	- 8 % (P)	- 12 % (P)	- 7,5 % (1S).

(P) = prévisions OCDE ; (1.S.) = résultats du 1er semestre.

● CHOMAGE CROISSANT

Diminution de la production industrielle et réduction des investissements retentissent évidemment sur l'emploi.

Dans l'ensemble de la C.E.E. en un an, le chômage a progressé de 56 % ; on est passé de 2,7 millions de chômeurs à 4,2 millions. Avec toutes les réserves concernant la validité des statistiques en matière de chômage et leur comparabilité(1) d'un pays à l'autre on avait en juin 1975 les pourcentages suivants par rapport à la population active :

Danemark	Irlande	Belgique	Italie	G.B.	Pays-Bas	France	Allemagne
10,3 %	8,5 %	6,2 %	5,7 %	5,4 %	4,6 %	4,4 %	4,4 %

(1) Voir nos études "Faut-il le plein emploi" in revue "A l'écoute du monde" avril 1975 et "La Montée du Chômage" in "Syndicalisme Universitaire" n° 653 3 juin 1975.

autre mesure du déficit de leur balance des paiements lorsque celui-ci apparaîtra, puisqu'ils règlent ce déficit en monnaie nationale. D'où de grandes facilités d'exportations de capitaux qui permettront le développement à l'extérieur des multinationales américaines.

Il va leur permettre aussi d'imposer aux autres les règles définies à Bretton-Woods alors qu'ils s'en dispensent eux-mêmes. C'est ainsi qu'ils négligeront de réévaluer le dollar qui pendant 10 ans sera pourtant considéré comme monnaie "rare", tandis que lorsque le mark sera dans la même situation ils exerceront une pression pour obtenir sa réévaluation.

→ Enfin, les U.S.A. exercent un quasi-monopole sur les biens et services à forte intensité technologique : cette situation leur assure des avantages indéniables, permet l'échange inégal, avec les autres nations qui ne peuvent trouver ces biens qu'aux U.S.A. et autorise les capitalistes américains à concéder de hauts salaires sur leur territoire (3).

Une hiérarchie s'est donc instaurée au sein du système capitaliste : au "centre" les Etats-Unis - non loin du "centre" les nations capitalistes développées (Europe-Japon) - à la "périphérie" les pays du Tiers-Monde.

● L'EXPLOITATION DES RICHESSES DU TIERS-MONDE

Cette situation va permettre l'exploitation des richesses du Tiers-Monde à bon compte.

→ Il s'agit d'abord des matières premières et de l'énergie. Les exportations des pays en voie de développement sont constituées principalement de matières brutes (87 % en 1953 - 76 % en 1970). Or, de 1956 à 1962, on assiste à une très forte détérioration des termes de l'échange, c'est-à-dire du rapport entre le prix moyen des matières exportées par le Tiers-Monde et le prix moyen des produits manufacturés qu'il est obligé d'importer. On aura ensuite une stabilisation, mais au niveau le plus bas. Cette situation favorise donc les pays capitalistes du "centre" ; en matière d'énergie pétrolière le coût est décroissant : de l'indice 100 en 1949 on passe à l'indice 60 en 1972, ce qui bien entendu entraîne des difficultés pour toutes les autres catégories d'énergie.

→ Mais il s'agit aussi de l'exploitation de la main d'oeuvre. Les pays capitalistes européens : Allemagne - France - Belgique - Grande-Bretagne - Suisse font un large appel à cette main d'oeuvre et au début une sorte de répartition géographique s'instaure, afin d'éviter la concurrence ; c'est ainsi qu'alors que l'Allemagne fait surtout appel aux Turcs, Grecs et Yougoslaves, la France se "spécialise" plutôt dans les Espagnols - Maghrébins et Portugais.

En dehors des migrants qu'on utilise dans les pays développés, il faut signaler aussi le "transfert" dans les pays du Tiers-Monde d'activités de production de masse banalisées utilisant une main d'oeuvre sous-payée.

Cette exploitation des richesses des pays en voie de développement est un des éléments de la croissance des pays capitalistes industrialisés, mais ce n'est pas le seul.

● LA CROISSANCE : CAUSES ET CONSEQUENCES

Cette croissance continue de la production a été aussi la conséquence de la mise en oeuvre du progrès scientifique et technique, y compris dans le domaine de l'organisation du travail. En mettant au point des combinaisons capital-travail toujours plus performantes, le système a pu maintenir

(3) A. FAIRE "Les conflits impérialistes dans la crise" in ouvrage collectif : "La Crise de l'Impérialisme" Ed. de Minuit 1975 p 67.

des taux de profit élevés (4).

Le prodigieux potentiel d'innovations dû à la mobilisation pendant la seconde guerre, des savants et ingénieurs du monde entier, réfugiés aux Etats-Unis et "mariés" aux organisateurs américains, a fourni la semence d'une longue phase d'expansion qui a duré un quart de siècle (5).

Les industries motrices de cette période de forte croissance de l'économie mondiale sont les biens durables, particulièrement l'automobile et l'urbanisation "fonctionnelle" qui l'accompagne (6).

→ Cette croissance est caractérisée par un développement des phénomènes de concentration qui débutent plus ou moins tôt dans les divers pays industriels mais aussi par l'établissement de liens de plus en plus étroits entre l'Etat et les grandes firmes. Le développement de celles-ci entraîne une modification profonde dans les mécanismes de fixation des prix. On passe d'une économie de concurrence où le prix jouait le rôle d'arbitre entre les entreprises et guidait le choix de gestion à une "économie de domination" où le prix est fixé souverainement par l'entreprise en vue de garantir sa domination future du marché.

→ Cette croissance a aussi pour effet d'atténuer les antagonismes de classe. Dans une économie en croissance, l'entrepreneur peut plus facilement satisfaire les revendications des travailleurs tout en maintenant un taux de profit suffisant. En outre, "on donnait à chacun quelque chose de plus chaque année, elle a permis au système existant de se maintenir. C'est la croissance qui donnait l'impression aux plus défavorisés que, quelques années plus tard, ils pourraient avoir un niveau de vie plus ou moins comparable à celui des classes supérieures dans les hiérarchies de revenus... A cet égard, la croissance est devenue un élément central dans le système, qui permettait la survie du capitalisme, et, sur le plan idéologique, elle joue un rôle comparable à l'idée de l'enseignement comme instrument de mobilité sociale ascendante, idée qui n'est pas entièrement fausse mais qui joue plutôt un rôle d'alibi qu'un rôle effectif" (7).



Mais cette croissance est aujourd'hui perturbée. Quels sont donc les dérèglements qui se sont produits dans le système à partir du milieu des années 1960 ?

III. La machine se grippe

Sur un certain nombre de points, il y a eu une évolution progressive mais qui nous amène aujourd'hui à une situation totalement différente de celle que nous connaissions il y a une dizaine d'années.

● UNE ECONOMIE OUVERTE

Il y a conflit entre une économie devenue internationale par suite de l'accroissement des échanges, de l'ouverture des frontières (marché commun, Kennedy round...) de l'existence des firmes multinationales... et des politiques

(4) Michel ROCARD et Jacques GALLUS "L'inflation au coeur" Gallimard 1975 p 53

(5) Bertrand de JOUVENEL "1974 ou 1929 ?" in "l'Expansion" déc. 1974 p 79

(6) SAMIR AMIN "Une crise structurelle" in "La crise de l'impérialisme" op cit p 18

(7) Hubert BROCHIER "La crise pour à quoi" débat in "Environnement" mars 1975 p 325

économiques d'Etat qui, restées nationales, se trouvent en porte à faux et ont des conséquences totalement différentes du but recherché.

Le cas le plus typique est celui du maniement du taux de l'intérêt soit en vue de lutter contre l'inflation, soit au contraire pour enrayer une récession. Aujourd'hui, ce maniement du taux entraîne des effets proprement aberrants : l'Allemagne en a fait la triste expérience. Si l'on augmente le taux de l'intérêt en vue de dissuader les industriels d'emprunter on risque de déclencher un afflux dans le pays de "capitaux flottants" (en 1970 les firmes multinationales disposaient de 190 milliards de dollars d'actifs disponibles à court terme), ce qui a pour effet d'accroître les disponibilités monétaires et de favoriser l'inflation que l'on cherchait à juguler.

En outre, tout relèvement du taux de l'intérêt dans un pays doit tenir compte aujourd'hui du taux de l'intérêt des eurodollars car si ce taux est plus faible, les grandes entreprises, qui ont accès à ce marché des eurodollars, emprunteront sur celui-ci plutôt que sur le marché national puisque les conditions qui leur sont faites sont plus favorables. Si bien que le taux d'intérêt des eurodollars tend à devenir bon gré mal gré, un taux directeur sur lequel les différents pays doivent plus ou moins s'aligner.

Même les politiques de relance par la consommation doivent aujourd'hui être rigoureusement menées si l'on veut que l'accroissement de consommation profite aux industries nationales. En effet, dans une économie ouverte, l'accroissement du pouvoir d'achat des consommateurs peut se traduire par un accroissement des importations si les entreprises nationales ne sont pas compétitives vis-à-vis de leurs concurrents extérieurs.

Par ailleurs, l'ouverture de l'économie sur l'extérieur a entraîné la mise à l'écart par les pays capitalistes développés des politiques de plein emploi. Dans un monde où il s'agit d'être concurrentiel, les politiques officielles postulent le maintien d'un certain volant de main d'oeuvre afin de peser sur les salaires et par là sur les coûts des produits susceptibles de concurrencer les productions extérieures.

Enfin, l'ouverture de l'économie se traduit aussi aujourd'hui par l'installation dans le pays même de firmes dont les centres de décision se trouvent à l'extérieur : ce sont les firmes multinationales. Celles-ci introduisent un changement important dans la structure du système capitaliste. "Les décisions économiques dans le cadre des anciens systèmes nationaux étaient coordonnées en fonction des critères de complémentarité, de création d'économies externes (8) et d'autosuffisance par rapport à l'approvisionnement en ressources de base. Ces critères n'existent pas pour une entreprise qui agit internationalement. C'est ainsi que s'explique la considérable croissance relative de la consommation du pétrole, l'abandon de sources d'énergie de remplacement et l'orientation de la technologie vers l'accélération de la consommation d'hydrocarbures. S'étant approprié à bas prix les réserves de pétrole situées dans les pays périphériques, les grandes entreprises ont essayé de maximiser les avantages à court terme, sans se préoccuper des conséquences dans les pays consommateurs et dans les pays producteurs"(9). En outre, alors que dans le cadre d'une économie nationale, coût de main d'oeuvre et pouvoir d'achat de la population sont les deux faces d'un même processus, dans le cadre d'une multinationale, ces deux éléments sont totalement dissociés, la main d'oeuvre pouvant se situer dans le Tiers-Monde alors que la population susceptible d'acheter le produit se situe dans une économie développée. Il en résulte que la présence des multinationales "remet en cause la cohérence d'un tissu industriel national" (10).

(8) Economie externe = gain obtenu par exemple par une entreprise indépendamment de son action propre : ainsi les investissements d'infrastructure financés par l'Etat sont la source d'économies externes pour les entreprises.

(9) CELSO FURTADO : "Le Capitalisme post-national" 2ème partie "Esprit" mai 1975 p 834

(10) Jacques ATTALI "La crise" in "Le Monde" 4 1 75

Tout ceci évidemment restreint considérablement les possibilités de mise en oeuvre de politiques nationales dans le même temps où des foyers d'instabilité vont apparaître dans le système international dont l'unification sous la domination américaine est remise en cause.

● LA DOMINATION U.S. EN QUESTION

Elle est mise en question dans tous les domaines.

→ Dans le domaine politique et militaire, les difficultés au Vietnam puis l'échec dans une grande partie du Sud-Est asiatique retentissent sur l'économie. Ainsi, la racine de l'inflation de la seconde partie des années 1960 se trouve dans la décision prise en 1965 par le Président Johnson d'intervenir massivement au Vietnam sans que les mesures nécessaires soient programmées pour infléchir la politique économique (11).

→ Dans le domaine commercial, la prépondérance U.S. est remise en cause. Les nations européennes et le Japon, une fois la reconstruction achevée, se révèlent des concurrents redoutables en matière d'exportations. C'est tout particulièrement le cas de l'Allemagne et du Japon comme le montrent les chiffres suivants :

EXPORTATIONS (en milliards de dollars)

	<u>Etats-Unis</u>	<u>Japon</u>	<u>Allemagne</u>	<u>France</u>	<u>Italie</u>	<u>Royaume Uni</u>
1950	15	1	2	3	2	7
1960	21	4	11	7	4	11
1973	53	38	55	32	19	27

→ La montée de l'Europe et du Japon réduit aussi la part des U.S.A. dans la production du monde occidental ; cette part passe de 70 % en 1950 à 49 % en 1970 mais surtout elle "réduit la base du quasi-monopole U.S. sur les biens à forte intensité technologique : de l'avion, du réfrigérateur, de l'automobile, du transistor au début des années 50, il ne reste plus que l'avion d'aujourd'hui" (12). La hiérarchie existante, la division du travail à l'intérieur des nations développées du monde capitaliste est donc remise en cause.

→ Dans le même temps, le système monétaire se dégrade. L'ampleur du déficit de la balance des comptes américaine accroît considérablement les réserves en dollars accumulées par les banques centrales des autres pays, c'est-à-dire ce que l'on appelle les "balances-dollars". Il en résulte que la contre-partie en or détenue par la banque fédérale U.S. ne correspond plus du tout aux dollars détenus à l'extérieur et le gouvernement des U.S.A. doit faire pression par tous les moyens pour obtenir de ses partenaires, qu'ils ne demandent pas la reconversion des dollars en or. De Gaulle refusera de céder à ces pressions.

La cohérence du système monétaire mis en place à Bretton-Woods est aussi menacée par le développement du marché des euro-dollars. Les américains découvrent qu'en maniant les taux de l'intérêt sur le marché intérieur, ils ont la possibilité de faire varier le taux de l'euro-dollar et par là, d'attirer éventuellement des prêteurs sur le marché de l'euro-dollar. Ce sont d'ailleurs de telles manipulations qui mettront la livre en danger en 1967 et obligeront

(11) F. PERROUX-J. DENIZET ... "Inflation-dollar et eurodollar" col "Idées"
Gallimard 1971 p 31

le gouvernement anglais à dévaluer.

Enfin, les règles même, établies en 1944, de maintien de la parité des monnaies sont mises en question notamment par la décision du gouvernement allemand prise en septembre 1969 de laisser flotter le mark pour tenter de lutter contre l'effet déséquilibrant des capitaux flottants.

Il n'existe donc plus un système capitaliste unifié, hiérarchisé sous la férule des Etats-Unis, mais ceux-ci ne peuvent accepter cette situation de gaieté de coeur ; ils vont réagir pour tenter de ressaisir une partie de leur pouvoir.

● REACTIONS DES ETATS-UNIS

Ces réactions sont multiples et intéressent divers domaines. Les unes ont lieu dès l'apparition des premiers symptômes, d'autres se situent en réaction contre l'apparition d'un déficit commercial à partir notamment du mois d'août 1971, d'autres enfin sont beaucoup plus récentes.

→ On peut considérer d'abord que l'un des buts de la vaste politique d'investissements à l'étranger est de contrôler par l'intermédiaire des multinationales U.S. les principaux concurrents, et de lutter par d'autres moyens contre les obstacles que l'exportation de leurs produits peut rencontrer. Cette politique débute dès avant 1965. Entre 1957 et 1965, les exportations américaines de produits manufacturés n'augmentent que de 4,7 milliards de dollars, tandis que les allemandes croissent de 8,4 milliards, les japonaises de 5,2. Mais pendant le même temps, la production des filiales américaines à l'étranger augmente de 24 milliards, alors que pour les allemandes, il ne s'agit que de 1,4 milliard et pour les japonaises de 600 millions.

Mais alors qu'après 1965 la politique d'investissements massifs à l'étranger va encore s'accroître de la part des Etats-Unis, on note une tendance de la part d'autres pays à reproduire le modèle américain (13) : en 1971 la production des firmes japonaises à l'extérieur atteignait 9 milliards de dollars (37,5 % de la valeur des exportations japonaises) et celle des firmes allemandes à l'extérieur, 14,6 milliards (37,4 % de la valeur des exportations allemandes).

→ A partir de 1971, les U.S.A. n'hésitent pas à remettre en cause fondamentalement le système monétaire, mis au point en 1944, afin de lutter contre les difficultés croissantes que rencontre leur commerce extérieur, difficultés qui se traduisent par l'apparition d'un déficit de la balance commerciale. Ils commencent par décider la non convertibilité du dollar en or, puis ce sont les négociations pour obtenir de leurs concurrents une réévaluation de leurs monnaies, négociations au cours desquelles tous les moyens de pression sont bons pour faire céder les concurrents. Ce seront aussi les deux dévaluations du dollar en 1971 et 1973 et depuis les flottements successifs du dollar soit en hausse, soit en baisse, tout ceci vise à renchérir les produits des pays capitalistes concurrents, tout en diminuant le prix des produits américains afin de les rendre plus compétitifs.

Dans le même temps, des concessions commerciales sont obtenues ici ou là, notamment de la part des japonais, tandis que l'entente avec l'U.R.S.S. leur ouvre un vaste marché dans les pays socialistes.

Mais l'offensive nord-américaine vise encore à maintenir leur prépondérance dans le domaine de la technologie avancée. Ainsi, le gouvernement américain précipita l'échec du "Concorde" en refusant à ses compagnies aériennes, les crédits nécessaires pour l'acheter. Des pressions furent exercées sur les pays européens et le Japon pour les empêcher de se lancer dans des opérations d'enrichissement d'uranium en dehors des Etats-Unis...(14).

(13) CELSO FURTADO "Le Capitalisme postnational" 1^è partie "Esprit" avril 75 p 491

(14) Christian GOUX "Où en sommes-nous ?" Ed. J.C. Lattès 1974 p 116

On pourrait aussi parler du "marché du siècle".

L'exigence d'une participation accrue des Européens aux charges nécessitées par leur propre défense tend évidemment à diminuer les charges du budget des U.S.A. et à faciliter l'équilibre de leur balance des comptes.

Enfin, on peut interpréter la stratégie américaine au Proche-Orient et le relèvement du prix du pétrole comme un moyen utilisé à la fois pour transformer en déficit les excédents des balances des comptes des pays européens concurrents des U.S.A., mais aussi pour créer dans les pays pétroliers de nouveaux pôles de développement industriels qui pourraient constituer des marchés importants pour l'économie américaine. On discute beaucoup pour savoir quelle fut la part de l'intervention U.S. dans la hausse des produits pétroliers, y-eut-il intervention directe de Washington ? Certains l'affirment. En tout cas, il semble que les pays de l'O.P.E.P. aient été plus loin que ne le souhaitaient certains milieux des Etats-Unis.

Mais la mise en cause de la domination américaine et les réactions provoquées ne sauraient à elles seules expliquer la crise qui affecte le système capitaliste dans sa profondeur.

● CRISE DE CROISSANCE OU CRISE STRUCTURELLE ?

Divers indices mettent en évidence l'essoufflement du modèle de développement capitaliste fondé sur l'automobile, les biens durables et l'urbanisation fonctionnelle.

C'est ainsi qu'on peut noter une baisse de la productivité du capital investi (valeur ajoutée produite par unité de capital supplémentaire). Aux Etats-Unis, de 1965 à 1973, la baisse serait de l'ordre de 50 %. C'est-à-dire qu'il faut toujours davantage de capital (et donc de profit) pour créer une même unité de valeur ajoutée. Des études faites sur l'Australie et la Grande-Bretagne arrivent à des résultats sensiblement identiques. En France, l'I.N.S.E.E. a montré (15) que de 1964 à 1973 (année 1969 exceptée) le rapport "valeur ajoutée sur capital" avait subi une chute constante.

On assiste à une sorte de gaspillage du capital. En effet, son rythme d'obsolescence (16) s'accélère, des investissements considérables sont effectués qui correspondent le plus souvent, non pas à un accroissement des capacités de production, mais à un aménagement différent des techniques de production. Cette situation accélère l'inflation, car pour disposer d'une quantité sans cesse croissante de capital, il faut fixer aux produits des prix sans cesse croissants afin de dégager un surplus pour l'autofinancement ou bien accepter de s'endetter comme nous l'avons montré précédemment.

Cette baisse de productivité va de pair avec une baisse de rentabilité ou, si l'on préfère, du taux de profit. En France, cette baisse a été masquée jusqu'en 1973 par suite de l'allègement des charges fiscales particulièrement net à compter de 1967. "Tout s'est passé, pourrait-on dire, comme si l'Etat avait allégé la pression fiscale des firmes pour permettre à leur taux de profit de se maintenir" (17).

Aux Etats-Unis, les profits réels (en excluant les réévaluations de stocks) n'ont jamais retrouvé leur niveau de 1966. Il en résulte que le partage du gâteau entre salaires et profits devient de plus en plus difficile et seule, l'inflation permet de résoudre le problème par l'octroi de hausses nominales de salaires rapidement grignotées par la hausse des prix : depuis 1966

(15) Collections de l'INSEE, série "E" n°27 et "Economie et statistiques" n°60 octobre 1974.

(16) Obsolescence ou "désuétude" : fait qu'un investissement, sans être altéré physiquement, sans être usé, se démode, car de nouvelles machines plus efficaces ou simplement plus sophistiquées, apparaissent.

on constate une stagnation du pouvoir d'achat de 66 % de la population (18).

L'inflation favorise d'ailleurs les investissements de spéculation au détriment des autres et il est caractéristique que les entreprises financières sont les seules aux U.S.A. à avoir connu un accroissement considérable de leurs profits.

Cette baisse du taux de profit aux U.S.A. explique pour une part le développement de l'investissement extérieur des firmes multinationales à la recherche de pays où les taux de profit sont plus élevés. Il n'est d'ailleurs pas assuré qu'il y ait compatibilité entre l'expansion des firmes multinationales et le développement interne des U.S.A. Les profits considérables réalisés à l'étranger par les multinationales (3,7 milliards en 1973 et plus de 10 milliards de dollars prévus en 1974) hésitent à s'investir sur le territoire des Etats-Unis, compte tenu de la baisse du taux de profit et de la stagnation du niveau de vie des deux tiers de la population. Cette situation se traduit d'ailleurs par la faiblesse du taux d'investissement productif aux Etats-Unis, comparée à ceux qu'on connaît dans les autres pays capitalistes : depuis 15 ans, ce taux oscille entre 5 et 7 % contre en moyenne 11 % pour la France et l'Allemagne et plus de 25 % pour le Japon.

Ces phénomènes sont interprétés par certains comme les indices d'une crise structurelle du capitalisme. Selon Samir Amin, la rentabilité des industries motrices (automobiles et biens durables) est handicapée notamment par l'énorme masse des investissements d'infrastructure qui sous-tendent l'expansion du marché de ces produits (urbanisation- autoroutes...), mais aussi du fait de l'absorption d'une partie considérable de la plus-value générée dans ces industries par le gaspillage du tertiaire d'accompagnement et des services de vente exigés par les formes de concurrence qui régissent ces branches (19).

Le niveau atteint par le développement capitaliste, particulièrement aux U.S.A., rend la progression plus difficile en l'absence de percées technologiques importantes comparables à celles du chemin de fer, de l'automobile, de l'ordinateur. Certes, des améliorations marginales se multiplient mais sont insuffisantes pour donner un second souffle à cette phase de développement du capitalisme qui a débuté il y a 25 ans.

Est-ce à dire que le capitalisme est moribond ? Ce serait aller bien vite en besogne. Des innovations importantes se profilent à l'horizon qui pourraient constituer la base d'un modèle rénové (énergie atomique et solaire-espace - génétique - aliments de synthèse - exploitation du fond des mers...) Mais la mise en oeuvre de ces innovations nécessite des investissements massifs. Compte tenu des possibilités de réalisation de ce nouveau "modèle", certains préfèrent assimiler les tensions actuelles du système capitaliste à une "crise de croissance" : selon Celso Furtado (20) "tout se passe comme si le rythme de croissance de la consommation devait être réduit (pour quelque temps) afin de libérer des ressources pour intensifier les investissements" dans deux directions :

- d'une part vers les zones de la périphérie qui bénéficient de l'accroissement des prix du pétrole et des matières premières afin de constituer de nouveaux marchés, ce qu'on pourrait traduire en terme marxiste par une nouvelle phase du développement de l'impérialisme,
- d'autre part, "sur la frontière technologique" en direction d'innovations telles que nouvelles sources d'énergie...

En ce qui concerne ce dernier point, il faut noter que la hausse des prix du pétrole a largement accru la puissance des firmes pétrolières qui occupent maintenant le premier rang dans le monde, devant les firmes

(18) Christian GOUX op cit p 99

(19) SAMIR AMIN op cit p 29

(20) op cit page 500, note de bas de page

d'automobiles. La puissance croissante et le caractère multinational de ces firmes leur permet de prendre progressivement le contrôle des sources d'énergie concurrentes du pétrole ; elles peuvent donc être à même de développer certaines innovations dans la mesure où elles les jugeront aptes à développer leurs profits et leur puissance.

Mais ce "second souffle" du capitalisme ou plutôt ce "cinquième souffle" si l'on considère comme Samir Amin qu'on entrerait alors dans une 5ème phase (21) dépend aussi des forces de contestation que le capitalisme trouve en face de lui ou à l'intérieur de lui-même. Il nous faut examiner dans quelle mesure ces forces ont contribué à gripper la machine.

● CONTESTATION

La débauche d'investissements qui s'est manifestée dans les capitalismes européens et japonais au cours des dix dernières années en vue de "moderniser" l'appareil productif, non seulement n'a pas multiplié les postes de travail, d'où le développement d'un sous-emploi, mais encore s'est traduite dans de nombreux cas par une aggravation des conditions de travail.

C'est un des éléments qui peut expliquer l'accentuation de la lutte des classes qui se manifeste dans divers pays notamment à partir des années 1968. Certes, il n'existe pas d'indicateurs permettant de mesurer l'intensité de cette lutte, la comptabilisation du nombre de jours de grèves et de salariés touchés ne suffit pas, mais des phénomènes comme mai 68, l'automne chaud italien, la multiplication des "grèves sauvages" dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne et même la Suède, sont des indices assez révélateurs de cette accentuation. Il faut noter aussi le refus manifesté au cours de nombreux conflits de voir compenser par des primes, la dégradation des conditions de travail et la revendication d'une amélioration de cette situation dans laquelle des travailleurs veulent avoir leur mot à dire. La mise en cause de la hiérarchie, la multiplication des occupations d'usines sont aussi des éléments à verser à ce dossier...

Comment va se développer cette lutte à l'heure où le capitalisme tente de se restructurer; de se "redéployer" en jouant délibérément la carte du chômage ? Telle est l'une des inconnues. Les mouvements ouvriers dans les divers pays touchés ont-ils simplement une stratégie défensive face à cette situation ; sinon, ont-ils les moyens de mettre en oeuvre une stratégie offensive remettant en cause le système ?

Mais au sein même de la "classe capitaliste" se manifestent des contradictions. A partir de 1966 on assiste en France à la mise en place progressive des grands groupes industriels et financiers : Rhône-Poulenc - Péchiney - Saint-Gobain - Pont à Mousson - Renault, qui se restructure - Elf-Erap - Suez - Paribas ... de par la volonté conjointe de l'Etat et des représentants du grand capital financier. Mais cette concentration, aux yeux de ses promoteurs, ne peut être efficace que si l'on "dégraisse" l'économie française en éliminant toutes les entreprises "marginales". C'est le sens des propositions d'un certain nombre de technocrates et du grand patronat concernant une croissance accélérée lors de l'élaboration du 6è plan. Ces propositions suscitent l'émotion dans le patronat petit et moyen, chez commerçants et artisans et même au sein du groupe des agriculteurs. Comme ces éléments constituent une partie importante de l'électorat de la majorité, on fait machine arrière.

(21) op cit pp 11 à 19 : Samir Amin distingue dans le développement capitaliste 4 phases d'expansion entrecoupées de crises structurelles : 1ère phase : 1815-1840 - 2ème : 1850-1870 - 3ème : 1890-1914 - 4ème : 1948-1967 ; la phase suivante serait donc la 5ème phase.

Mais ce n'est, semble-t-il que partie remise. Le "plan" anti-inflationniste de 1974 avait non seulement pour but de réduire l'inflation à un seuil tolérable en accroissant le volant de chômage, politique qui malgré son insuccès, continue à être prônée par les experts de l'O.C.D.E., mais aussi de reprendre sous une autre forme, la politique qu'on n'avait pu mettre en oeuvre lors du 6^e plan. C'est la revue "Entreprise" qui parlait (22) de "politique de nettoyage du tissu industriel" menée de propos délibéré ou non par le Ministère des Finances. La multiplication des faillites est là pour attester "l'efficacité" de cette politique qui risque cependant de susciter des réactions difficiles à contrôler.

Le système est encore confronté aujourd'hui à une autre révolte : la révolte écologique. Le refus, manifesté depuis peu, d'accepter les nuisances comme la rançon inévitable du "progrès" se traduit concrètement, soit par des difficultés d'implantation d'industries : il y a quelques années, il devenait difficile aux U.S.A. d'implanter une raffinerie de pétrole ou une usine d'énergie atomique, soit par des investissements supplémentaires afin d'éliminer en partie ces nuisances. Comment va évoluer le "mouvement" écologique face à la crise actuelle, c'est là encore une des inconnues.

Enfin, un dernier élément, mais fondamental, c'est la contestation à l'échelle mondiale de l'exploitation des pays du Tiers-Monde. La constitution de l'O.P.E.P. et le relèvement du prix du pétrole, les tentatives pour grouper d'autres producteurs de matières premières sont des signes certains d'une remise en cause. Certes, il faut tenir compte du jeu américain, des stratégies des firmes multinationales, du développement de phénomènes spéculatifs sur les matières premières, des avantages que peuvent trouver dans le maintien d'un "impérialisme rénové" les gouvernements de plusieurs pays producteurs de pétrole...

Mais le mouvement commencé à Bandoeng, continué par la révolte des peuples colonisés, et par les tentatives de remise en cause, dans certains pays d'Amérique latine, de l'impérialisme américain, ne peut qu'être encouragé par la récente défaite du "gendarme international" dans le Sud-Est asiatique. Il y a donc là un élément déséquilibrant du système actuel d'impérialisme dont les conséquences peuvent se faire sentir à plus ou moins long terme.



Pour clore cette étude, nous nous garderons bien de faire un pronostic. On pourra trouver des scénarios possibles dans les livres de Christian GOUX et de SAMIR AMIN.

Nous voudrions simplement préciser que les divers points examinés ne s'agencent pas en un schéma, que nous ne prétendons pas fournir une explication globale. Notre but est bien plutôt de montrer qu'une série d'éléments sont intervenus pour "gripper la machine", qu'enfin, selon les pays, la pondération des facteurs explicatifs peut varier (23).

Michel BRANCIARD

(22) "Entreprise" n° du 13 septembre 1974.

(23) Bernard GUIBERT "L'enjeu de la crise" in "Les Temps Modernes" avril 1975 pp 1285 - 1338 considère que bien que le capitalisme forme un système à l'échelle mondiale, chaque pays à une autonomie relative et en conséquence, il analyse plus précisément les causes de la crise en France.

scr. N.W. 1975

